



LA FEUILLE INFO

Le journal de la CGT Finances Publiques de Saône et Loire

Mars 2014 n°51

20 MARS 2014...ET APRÈS ? C'EST TOUJOURS VOUS QUI DÉCIDEZ !

En Saône et Loire, l'intersyndicale (CGT / FO / Solidaires) a décidé de multiplier les initiatives pour faire du 20 mars 2014 une réussite et avertir la population des dérives et régressions qui s'installent dans notre administration.

Nous constatons que le front de résistance ne faiblit pas (toujours « bloqué » à 30 % !). Il nous faut travailler maintenant à le rendre plus important car nous refusons d'en déduire que 70% des agents valident le contenu de la Modernisation de l'Action Publique (et son corollaire, les suppressions d'emplois) et sa déclinaison locale par la démarche stratégique (regroupements de services, externalisations de missions, dégradations attendues des conditions de travail, etc.)

Il nous faudra convaincre les collègues qu'ils ont le droit de se réapproprier les destinées de leurs missions et qu'ils ont leurs mots à dire en ce qui concerne l'avenir... Pour éviter que d'autres ne parlent et ne décident à leur place !

Cette journée d'action a été aussi pour la CGT Finances publiques l'occasion de renforcer les liens avec les collègues des Douanes et les CGT Finances Publiques des autres départements bourguignons. Ce qui, à l'avenir, constituera une force réelle de revendications au niveau du territoire !

Finissons sur des perspectives optimistes. Ainsi, les Heures Mensuelles d'Informations ont été l'occasion de démontrer que l'action intersyndicale permettait d'obtenir des victoires (l'exemple le plus marquant étant la lutte qui a permis d'empêcher la fermeture de la trésorerie de Saint Jean de Soleymieux dans la Loire).

La participation aux manifestations organisées sur l'ensemble du territoire est aussi une source de satisfaction : il a bien longtemps que nous n'avions pas vu 10 000 agents des Finances dans les rues. C'est un signe révélateur du **ras-le-bol** !

RETOUR SUR LES ÉVÉNEMENTS DE CETTE MOBILISATION EN SAÔNE ET LOIRE.

-L'action de l'intersyndicale s'est faite en premier lieu sur le terrain entre le 11 mars et 17 mars 2014. L'étendu du territoire nous a contraint à privilégier les centres des finances publiques importants, regroupant les deux filières. Nous avons rencontré plus de 80 personnes, qui ont choisi de prendre sur leur précieux temps pour venir débattre avec nous ! Les échanges ont confirmé les difficultés constatées par les organisations syndicales dans les services. Notre action se devait d'être au plus près des réalités du terrain et non pas seulement un empilage de slogans creux.

-Souvent les agents déplorent que les mouvements « Finances » n'existent pas dans la presse et donc dans l'opinion. Même si les lignes ont bougé depuis quelques années, nous n'avons bien entendu pas négligé l'information du grand public. Aucun journaliste ne s'est rendu à notre conférence de presse organisée le 11 mars à l'Union Locale CGT de Chalon. Il faut préciser que la veille avait lieu une conférence de presse intersyndicale pour la journée d'action du 18 mars 2014 (défense de la Sécu) et que les élections municipales monopolisaient les colonnes ! Il a donc fallu se battre pour obtenir des « fenêtres » dans la presse locale. Notre ténacité a fini par payer puisque nous avons eu un article dans le JSL du 20/03/2014 et dans les rubriques locales d'InfoChalon...

/ SAÔNE-ET-LOIRE 07

SOCIAL

Les agents des finances publiques en grève

L'intersyndicale CGT/FO/Solidaires des Finances publiques en Saône-et-Loire appelle les agents des finances à se mettre en grève ce jeudi 20 mars.

L'intersyndicale, qui rejoint le mouvement national de manifestation, déplore « les restrictions budgétaires drastiques qui touchent les services des finances publiques, alors qu'ils sont les mieux placés pour contribuer à la lutte contre la fraude et au redressement de l'économie. Dans un contexte où la fraude fiscale aurait progressé en 4 ans de 25 % (soit 10 milliards), 10 % des postes ont été supprimés aux finances publiques », explique l'intersyndicale, qui chiffre à 200 le nombre d'emplois supprimés depuis 2002 en Saône-et-Loire, et

rappelle que de nombreuses trésoreries ont déjà été fermées en dix ans, les dernières en date étant Lucenay et Givry.

« 200 emplois supprimés depuis 2002 »

« Même si les déclarations d'impôts se font de plus en plus sur Internet, la fréquentation dans les centres des finances continue à augmenter. On ne demande qu'à travailler et qu'on nous donne les moyens de travailler », revendique Pierre Badey, de la CGT Finances publiques 71.

Au sein des 32 trésoreries et centres des finances que compte la Saône-et-Loire, de nombreux services devraient être fermés aujourd'hui.

NICOLAS BRETAUDEAU

France FINANCES 6 000 C'est le nombre de grévistes des finances des douanes et de la répression des fraudes rassemblés devant Bercy.

Les impôts aux douanes, le le-bol des agents de Bercy

Des milliers de fonctionnaires se sont rassemblés devant le ministère de l'Économie. Estimant ne plus être correctement leur mission, notamment en matière de contrôle fiscal, ils exigent des moyens supplémentaires.



Manifestation des fonctionnaires des finances, des douanes et de la répression des fraudes jeudi, dans les rues de Paris.

doit revoir sa copie, exige l'intersyndicale, qui devait être reçue par le ministre de l'Économie, Pierre Moscovici.

PERDRE LA CAPACITÉ DU CONTRÔLE
Yves, Christèle et François, tous les trois syndiqués à la CGT, sont montés de Savoie. Dans leur département, ce sont 10 postes de la direction des finances qui seront supprimés cette année. Un coup de couteau dans le département. Certains missions sont faussées de côté et d'autres bécotées, alerte Christophe. On estime à la louche les valeurs locatives du cadastre. Nos priorités sont définies chaque jour et changent d'un jour à l'autre. Sur la future ligne Lyon-Turin, explique François, la direction a fait appel à deux personnes extérieures pour recueillir les noms des propriétaires des terrains, et ça ne dérange personne.

Dans l'agence du Trésor de Montpellier, Yves, lui, a vu les possibilités d'accueil se réduire de cinq à quatre jours. Nous n'avons plus les moyens d'aider les contribuables de plus en plus en détresse. On nous fait des grands discours sur le contrôle puis on reçoit une note interne sur le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) qui stipule : "L'adminis-

Les douaniers, ça rapporte gros !

Un douanier sur deux était en grève, jeudi, contre les suppressions drastiques de postes. On contrôlait seulement 1 % des marchandises qui vont et viennent sur le territoire », précise le dirigeant syndical. Depuis 1993, les douaniers ont pourtant perdu 25 % de leurs effectifs, passant de 22 500 agents à 17 000, avec une accélération de la baisse ces dernières années.

Le service des douanes n'a pas augmenté de 13 et 15 % des

-Autre action développée : l'interpellation des élus locaux et nationaux. Une quarantaine de courriers ont été envoyés et seuls deux élus nous ont répondu à ce jour. Nous avons ainsi pu rencontrer le député Thomas Thévenoud. Cet entretien a été l'occasion de faire le point sur les déclinaisons de la MAP, sur les conséquences des suppressions d'emplois, de l'absence de revalorisation salariale et de « faire remonter » les revendications des agents des finances. On a beau se dire que « cela ne sert à rien » (on l'a entendu souvent !) ce qui est révélateur de la défiance à l'égard des politiques) : si l'interpellation des représentants des citoyens n'est pas faite par vos organisations syndicales, qui le fera ? Ils sont les liens directs avec les territoires.

-Enfin, il a fallu organiser les participations aux différentes manifestations sur le territoire. Des agents des finances de Saône et Loire étaient présents dans les cortèges de Paris et Lyon.

A signaler aussi des reportages sur la grève sur France 3, France Info et France Inter ainsi qu'une pleine page dans l'Huma du 21/03/2014 :



Manifestation à Lyon avec une délégation de Saône et Loire...



Pour compléter, signalons qu'à l'occasion du Comité Technique Local du 13 mars 2014, consacré au budget, la CGT Finances Publiques 71 avait interpellé la DDFIP 71, notamment sur la question des moyens, et avait invité la parité administrative à se joindre au mouvement de grève du 20 mars 2014.

Enfin, les résultats nous sont parvenus (voir tableau en page 4). 29.90%...

Et quelques regrets aussi...

Car si l'on compare les résultats par services au dernier mouvement strictement Finances du 27 novembre 2012 (25.51%), **les chiffres sont en hausse.**

Ainsi, les CDI/SIP/CDIF passent de 39.47% à 44.66%.

Les SIE/SIP-SIE et PRS passent de 43.55% à 55.37%.

Les Trésoreries passent de 13.57% à 19.25%.

Les Conservations des Hypothèques passent de 15.38% à 25%.

Alors que dans le même temps, la Direction passe de 11.72% à 9.02%.

Et les Brigades / BCR / PCE / ICE passent de

22.45% à 9.76%...

Seulement 2 structures étaient fermées le 27 novembre 2012 contre 11 fermées le 20 mars 2014.

Très prochainement, vous aurez une expression intersyndicale sur les perspectives à venir et les « suites » du 20 mars 2014... D'autant que certains d'entre vous nous ont donné des « pistes » de travail pour les semaines à venir.

La dynamique du 20 mars 2014 ne doit donc pas s'essouffler !

Nous contacter :

CGT Finances Publiques 71
20, boulevard de Lattre de Tassigny
71300 Montceau les Mines
03 85 67 42 25
03 85 72 48 10

Vos élus



CAPL n°1 Inspecteurs

Annick GUYENOT, titulaire, France Domaine, 03 85 41 71 39
 Sylvie MONNERET, suppléante, France Domaine, 03 85 67 42 37

CAPL n°2 Contrôleurs

Nadine BERTHOD, titulaire CP, Trésorerie Cuiseaux, 03 85 72 48 10
 Evelyne GOMEZ, suppléante CP, SIP Chalon / Saône, 03 85 41 71 89
 Pierre BADEY, titulaire C2, SIE Montceau les Mines, 03 85 67 42 25
 Lidwine AUBOEUF, suppléante C2, Paierie départ., 03 85 21 11 80

CAPL n°3 Agents

Gisèle FEBVRE, Titulaire AAP1, SIP-SIE Charolles, 03 85 88 29 03
 Irène BOUCANSAUD, titulaire, SIP Mâcon, 03 85 22 53 54
 Patricia LETE, titulaire, CDIF Chalon sur Saône, 03 85 41 70 66
 Nathalie LAPALUS, SIP Paray le Monial, 03 85 81 91 20
 Marie-Claude BOURRACHOT, SIP Mâcon, 03 85 22 53 76
 Aline GIRARDOT, Paierie Départementale, 03 85 21 11 97



[Seules les cellules de couleur jaune sont à saisir]

	Catégorie A+ (1) Cadres supérieurs			Catégorie A (inspecteurs seulement)			Catégorie B			Catégorie C			Totaux		
	Agents devant être présents	Nombre de grévistes	%	Agents devant être présents	Nombre de grévistes	%	Agents devant être présents	Nombre de grévistes	%	Agents devant être présents	Nombre de grévistes	%	Agents devant être présents	Nombre de grévistes	%
Direction	20	1	5,00%	36	3	8,33%	50	8	16,00%	27	0	0,00%	133	12	9,02%
CDI -SIP - CDIF	4	0	0,00%	8	3	37,50%	45	14	31,11%	46	29	63,04%	103	46	44,66%
SIE, SIP-SIE et PRS	10	1	10,00%	14	3	21,43%	89	56	62,92%	64	38	59,38%	177	98	55,37%
Trésorerie	14	1	7,14%	23	6	26,09%	103	22	21,36%	73	12	16,44%	213	41	19,25%
Brigades - BCR - PCE - ICE	4	0	0,00%	25	2	8,00%	12	2	16,67%				41	4	9,76%
Conservations des hypothèques	4	0	0,00%	1	0	0,00%	10	4	40,00%	17	4	23,53%	32	8	25,00%
ESI													0	0	0,00%
CPS													0	0	0,00%
TOTAL	56	3	5,36%	107	17	15,89%	309	106	34,30%	227	83	36,56%	699	209	29,90%

Les Recettes des finances territoriales des DRFIP - DOFIP sont intégrées à la ligne Direction.
Les DISI complètent la ligne Direction pour les agents affectés au siège et la ligne ESI pour les agents affectés dans les ESI (y compris les CMI).
Les Dircofi complètent la ligne Direction et la ligne Brigades.
Les autres services à compétence nationale (hors DISI) ou les directions spécialisées (hors DIRCOFI) complètent uniquement la ligne Direction.

(1) La catégorie A+ Cadres supérieurs s'entend à partir du grade d'inspecteur divisionnaire.

Structures fermées au public	Nombre	11
------------------------------	--------	----

Observations éventuelles